

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

6° année / N° 254

du 21 au 27 janvier 1988

POLITIQUE

L'offensive de l'armée a coûté 10 millions de dollars
16° anniversaire de l'EGP
Refonte de l'état-major de l'armée dans le Quiché
Les troupes guatémaltèques sèment la terreur dans le Chiapas
La CIDH enquête au Guatemala
Le ministre de l'Economie interpellé au Congrès

ECONOMIE

Des financements bilatéraux entre le Guatemala et le Mexique

MOUVEMENT POPULAIRE

Des mesures en faveur des travailleurs sont exigées
On propose de nationaliser le service de l'électricité
On demande la suspension des fumigations toxiques

DROITS DE L'HOMME

La volonté politique et morale du président Cerezo
Des pression sur la présidente du GAM
On découvre un trafic d'enfants
Le non respect des droits de l'homme au Guatemala
Un journaliste surveillé
Enlèvement suivi d'assassinat
L'aide canadienne au Guatemala est contestée

REFUGIES

Le retour des réfugiés est entravé par l'insécurité

4° P. 12315

POLITIQUE

L'OFFENSIVE DE L'ARMEE A COUTE 10 MILLIONS DE DOLLARS

Le 23 janvier, la station de radio "Voz popular" a fait savoir que l'offensive lancée par l'armée gouvernementale en fin d'année contre les fronts de guérilla de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) a coûté près de 10 millions de dollars, et s'est soldée par un échec.

L'entretien des 13 mille membres des effectifs concentrés dans les départements du Quiché et du Huehuetenango au cours des mois de septembre et de décembre reviendrait à 8 dollars par jour.

"L'armée gouvernementale n'a atteint aucun de ses objectifs au cours de trois mois d'offensive continue. Nous lui avons en revanche fait subir d'importantes pertes en vies humaines, y compris des officiers, et avons endommagé son matériel de guerre", ont déclaré les insurgés de l'URNG.

16° ANNIVERSAIRE DE L'EGP

L'Armée de guérilla des pauvres (EGP), membre de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), a célébré le 19 janvier le 16° anniversaire de sa fondation.

A cette occasion, le commandement général de l'URNG a émis un communiqué, dans lequel il rappelle que "le chemin parcouru depuis 1972 [par l'EGP], après des préparatifs intenses, représente déjà un apport indéniable dans la lutte de notre peuple". L'EGP est l'un des acteurs fondamentaux de cette lutte extraordinaire ; elle a su "impulser et conduire, au plan politique comme au plan militaire, d'importants secteurs du pays le long du chemin de la guerre populaire révolutionnaire. L'EGP a été la protagoniste de victoires et d'avancées, elle a été capable de faire face à de grandes difficultés , de surmonter les obstacles, d'accumuler une expérience incalculable et de sortir renforcée des problèmes particuliers et des embûches tendues par l'ennemi".

Le commandement général de l'URNG désire, en cette date anniversaire "saluer chaleureusement la lutte de nos frères de l'Armée de guérilla des pauvres" menée dans le Quiché.

REFONTE DE L'ETAT MAJOR DE L'ARMEE DANS LE QUICHE

Selon la presse du 25 janvier, les membres de l'état major de la zone militaire du Quiché ont été rappelés le 1er janvier, à la suite d'un incident survenu en décembre lors de la visite du président Cerezo dans la zone de combat.

De source gouvernementale, on laisse entendre que Jaime Rabanales, commandant de la zone militaire du Quiché, le colonel Fernando Juapush, le major Otoniel Pelaez et d'autres officiers auraient désapprouvé le dialogue entre le gouvernement et l'insurrection, ainsi que les interventions du ministre du développement dans la zone d'opération.

Des observateurs politiques expliquent cette destitution par "l'inefficacité" dans la direction de "l'offensive de la fin de l'année" lancée contre les fronts de l'URNG dans le nord-ouest du pays, et qui n'a rien apportée à l'armée.

LES TROUPES GUATEMALTEQUES SEMENT LA TERREUR DANS LE CHIAPAS

Le 23 janvier, les habitants de la région du Lacandon, dans l'état mexicain du Chiapas, ont protesté contre les incursions systématiques opérées par l'armée guatémaltèque sur leur territoire. Selon l'information diffusée par le journal mexicain "Excelsior", les villages de Chajul, Playon, Pico de Oro, Loma Bonita, Galxias, Benemerito de las Americas et même Comitán (3^e ville de l'état du Chiapas) doivent subir les incursions des patrouilles guatémaltèques, notamment des hélicoptères équipés d'artillerie de combat. Le journal rapporte un incident : trois bombes sont tombées sur le village de Puerto Rico ; la 3^e n'ayant pas explosé continue à constituer une menace. 20 incursions de patrouilles aériennes ont eu lieu au-dessus de Chajul ; la population du sud de l'état du Chiapas est terrorisée.

LA CIDH ENQUETE AU GUATEMALA

Une délégation de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'Organisation des états américains (OEA) a commencé le 25 janvier une enquête sur le respect des droits de l'homme au Guatemala.

Edmundo Vargas, secrétaire de la CIDH, Manuel Velasco, spécialiste des droits de l'homme et Marco Tulio Bruni Celli sont membres de cette délégation.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE INTERPELE AU CONGRES

Lizardo Sosa Lopez a été interpellé le 21 janvier par les députés du Congrès. La session a duré 5 heures, mais aucun accord n'est intervenu sur la situation économique du pays.

Lizardo Sosa Lopez a accusé la presse de donner des informations fausses sur les hausses "fictives" des prix ; les députés ont produit des coupures de presse citant les membres du gouvernement. La démocratie chrétienne, majoritaire au Congrès, a de toute façon évité que ne soit posée la question du vote de confiance sur la politique du ministre de l'Economie.

ECONOMIE

DES FINANCEMENTS BILATERAUX ENTRE LE GUATEMALA ET LE MEXIQUE

Le 20 janvier, les gouvernements mexicain et guatémaltèque ont ouvert une ligne de crédits de 10 millions de dollars, destinés aux

entrepreneurs de chacun des pays, afin de renforcer le commerce bilatéral. L'accord sur les programmes est intervenu lors de visites réciproques des chefs des deux Etats, Miguel de la Madrid Hurtado et Vinicio Cerezo.

Selon un porte-parole de l'ambassade du Mexique, les montants des opérations, les recettes de devises générées par les services et les délais de remboursement seront déterminés en fonction du type de produit à commercialiser.

MOUVEMENT POPULAIRE

DES MESURES EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS SONT EXIGÉES.

La direction de l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP) a refusé le 20 janvier de répondre à une convocation du président Cerezo. La réunion devait traiter de l'augmentation de 40% des tarifs de l'électricité.

La UASP, qui réunit des syndicats, des secteurs populaires et étudiants, pose comme condition à tout dialogue l'abrogation de cette mesure, et l'adoption de la part du gouvernement de mesures en faveur des travailleurs.

Dans un memorandum adressé au président, la UASP réclame la mise en place d'une politique de contrôle des prix, une augmentation générale des salaires et l'établissement d'un salaire minimum de 10 quetzales (4 dollars) pour les travailleurs citadins et ruraux. Elle demande également le rapatriement des capitaux déposés dans des banques étrangères, et l'inculpation des trafiquants de capitaux.

Enfin, la UASP exige le respect des droits de l'homme, ainsi que la définition d'une politique sociale pour le pays.

Le 26 janvier, le congrès de la république a rejeté une proposition du président Cerezo en vue d'établir une commission législative d'étude sur la question de l'énergie électrique. Le président n'avait pas suspendu l'augmentation des tarifs, comme il s'y était engagé devant les députés.

ON PROPOSE DE NATIONALISER LE SERVICE DE L'ELECTRICITE

Le 24 janvier, le secrétaire général de la Confédération de l'unité syndicale du Guatemala (CUSG) a proposé la socialisation du service de l'énergie électrique. Il s'agit, selon le secrétaire, d'une solution concrète pour résoudre les problèmes de distribution.

Francisco Alfaro Mijangos suggère de convertir en actions les dépôts et les biens de l'entreprise d'électricité et de l'Institut national de l'électrification (INDE), pour l'équivalent du montant de la dette externe de ces deux organismes. Les actions seraient vendues aux usagers selon leur consommation, travailleurs et entrepreneurs.

Ceux-ci se constitueraient en comité d'actionnaires, sans interférer sur les décisions et les finances de l'organisme qui resterait sous le contrôle de la nation.

De cette manière, conclut Alfaro, "on réunirait l'argent nécessaire au règlement de la dette, et l'on résoudrait le problème de mauvaise administration et de corruption qui a régné à l'INDE durant longtemps".

ON DEMANDE LA SUSPENSION DES FUMIGATIONS TOXIQUES

Le 24 janvier, l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala a exigé la suspension immédiate des fumigations aériennes toxiques sur les régions rurales du pays.

D'après des informations officielles, les fumigations ont repris ce mois-ci, notamment aux abords des volcans Tacana et Tajumulco, dans le département de San Marcos (ouest du pays). Ces opérations répondent à un accord entre le Guatemala et les Etats-Unis d'avril 87, conclu dans le but de détruire des plantations de marijuana.

Face à cette situation qui met en danger la vie des êtres humains, de la flore et de la faune, l'UNSI TRAGUA demande au gouvernement de faire des applications d'herbicides directement sur les plantations de drogue, et d'imputer les coûts de l'opération au gouvernement des Etats-Unis.

DROITS DE L'HOMME

LA VOLONTE POLITIQUE ET MORALE DU PRESIDENT CEREZO

Le 21 janvier, le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux proches de disparus a déclaré que le président Vinicio Cerezo n'a pas "la plus petite volonté politique et morale de faire face au problèmes des disparus". Le GAM a présenté au procureur Gonzalo Menendez de la Riva des preuves, des dates et des témoignages concernant des personnes enlevées, ainsi qu'une liste de fonctionnaires du gouvernement compromis dans ces actes. "Nous souhaitons que Cerezo tienne sa parole d'enquêter sur les enlèvements et assassinats ; jusqu'à présent, nous avons été trompés".

DES PRESSIONS SUR LA PRESIDENTE DU GAM

D'après une information émanant de la CDHG, "la campagne d'intimidation" dont est victime la présidente du GAM est une réponse à la présentation au procureur des droits de l'homme d'une liste de 100 personnes portées disparues. Nineth de Garcia "est suivie par des hommes armés en civil, reçoit des appels téléphoniques menaçants, et est priée de cesser ses activités publiques". Le 25 janvier, deux inconnus ont tenté d'intercepter le car de transport scolaire à bord duquel se trouvait sa petite fille".

D'autre part, le CDHG dénonce les enlèvements de José et Antonio Mecia Ramirez, 24 et 36 ans, de Diego Sicay Puluc, 24 ans, et Gaspar Yatz Pablo, 25 ans, par des hommes fortement armés, dans la municipalité de Santiago Atitlan (département de Atitlan).

ON DECOUVRE UN TRAFIC D'ENFANTS

La police a découvert dans un centre clandestin sept enfants en bas âge, qui devaient être envoyés en Israël et aux Etats-Unis pour que leurs organes y soient vendus. Les responsables de ce trafic sont José Luis et Michael Rotiman, de nationalité israélienne ; ils achetaient les bébés pour la somme de 50 quetzales (20 dollars) et les revendaient à des familles dont les enfants devaient subir une transplantation d'organes au prix de 75 dollars.

Dans son édition du 24 janvier, le journal "El Grafico" signale que jusqu'à présent, aucune mesure n'a été prise pour mettre fin à de tels agissements.

LE NON RESPECT DES DROITS DE L'HOMME AU GUATEMALA

Le 20 janvier, l'association America's Watch, basée à New York, a fait part de sa désillusion "en raison des résultats très modestes" obtenus en matière de droits de l'homme en Amérique centrale.

En ce qui concerne le Guatemala, un rapport de cette organisation, diffusé à Washington, indique que "des abus extrêmement sérieux" continuent à y être commis par les militaires et les groupes paramilitaires. "Le gouvernement Cerezo semble incapable de mettre un terme à ces abus ; jusqu'à présent, aucun officier des forces armées n'a été puni pour violation des droits de l'homme".

UN JOURNALISTE SURVEILLE

Le 21 janvier, le journaliste Hugo Giron Ramirez a dénoncé les actes d'intimidation dont il est victime depuis plusieurs jours. Sa résidence, située dans le sud de la capitale est surveillée par des inconnus ; des photos de son immeuble sont prises. Le journaliste craint une tentative d'enlèvement. Il a demandé au ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil, qu'une enquête soit menée sur ces actes d'intimidation, dans la mesure où cette surveillance ne serait pas le fait du ministère.

Le journaliste demande au ministre de préciser si le personnel de sécurité des autres ministères se trouve ou non sous le contrôle du ministère de l'Intérieur.

ENLEVEMENT SUIVI D'ASSASSINAT

Eddy Byron Arteaga Castro, qui avait été enlevé avec violence par des effectifs militaires dans le département du Suchitepequez, a été retrouvé mort 24 heures plus tard.

Trois autres personnes ont également été enlevées au cours de la même opération. On est sans nouvelles d'elles.

D'autre part, six personnes fortement armées ont effectué une perquisition illégale au domicile de l'agriculteur Magdaleno Reynoso Jacobo, à Mataquesuintla, dans le département de Jalapa (ouest du pays). Sa femme et ses enfants ont été emmenés de force.

D'autre part, les époux Antonio Santos et Benita Carrera ont été tués par balle à leur domicile, situé dans le département de Santa Rosa. Les assassins ont été identifiés comme membres des corps de sécurité de l'Etat.

L'AIDE CANADIENNE AU GUATEMALA EST CONTESTEE

Le Comité oecuménique des droits de l'homme en Amérique latine a demandé au gouvernement canadien de reconsidérer sa décision d'accorder une aide financière au gouvernement du président Cerezo. Selon un câble de l'agence Associated Press en date du 23 janvier, le gouvernement canadien renouvelle son aide au Guatemala, au moment où les assassinats politiques et les enlèvements continuent "à un rythme effrayant". Selon le Comité, le gouvernement canadien devrait aussi interdire la vente d'équipements pouvant être utilisés par les militaires de ce pays. Enfin, le Comité conclut que le Canada devrait mentionner la question des droits de l'homme lorsque le Guatemala sollicite des prêts auprès des agences internationales.

REFUGIES

LE RETOUR DES REFUGIES EST ENTRAVE PAR L'INSECURITE

D'après une déclaration du 23 janvier de l'ambassadeur Oscar Gonzalez, coordinateur général de la Commission des droits de l'homme d'aide aux réfugiés du Mexique (COMAR), l'insécurité sociale qui règne au Guatemala ralentit le rythme des retours des réfugiés. Le gouvernement du Guatemala a fait preuve de peu d'intérêt à l'égard de la sécurité de ses ressortissants et de la réaffectation de leurs terres perdues au cours des campagnes contre-insurrectionnelles. Le représentant de la COMAR déclare disposer de trois millions de pesos pour le développement des programmes d'assistance aux Guatémaltèques installés au Campeche et à Quintana Roo (Mexique). Par ailleurs, des informations en provenance du Guatemala signalent que les paysans qui sont retournés dans ce pays ont été désignés comme chefs des patrouilles d'autodéfense civile par l'armée dans le département du Huehuetenango (nord-ouest du pays).